vinetur

L’industrie irlandaise du whisky demande une baisse de 10 % de l’accise dans le budget 2027

Le groupe professionnel estime que des ventes record n’ont pas compensé la hausse des coûts de l’énergie, du transport maritime et de l’eau pour les distillateurs.

jeudi 24 septembre 2026



L’industrie irlandaise du whisky demande au gouvernement de réduire de 10 % le droit d’accise sur les spiritueux dans le budget 2027 du pays, estimant que le secteur subit une pression croissante sur les coûts alors que les ventes mondiales ont atteint un niveau record l’an dernier et que les exportations sont devenues moins dépendantes

des États-Unis.

La demande a été présentée cette semaine par l'Irish Whiskey Association, qui a indiqué qu'une baisse immédiate de la fiscalité est nécessaire pour soutenir les distillateurs, les entreprises de l'hôtellerie-restauration et les acteurs du tourisme. Le groupe a également appelé à un soutien accru de l'État pour développer les marchés hors des États-Unis et à des allègements sur les coûts de l'énergie, de la logistique et de l'eau. Cette proposition émane de l'industrie et ne constitue pas une mesure approuvée par le gouvernement.

L'association a indiqué que le whisky irlandais avait enregistré de solides résultats commerciaux en 2025. Les ventes mondiales ont atteint 16,4 millions de caisses, le niveau le plus élevé jamais enregistré pour la catégorie, tandis que les exportations représentaient 930 millions d'euros. Elle a également précisé que la valeur économique plus large liée au whisky irlandais avait dépassé 5 milliards d'euros l'an dernier. Selon le groupe, le whisky irlandais a été la seule catégorie de spiritueux à gagner des parts de marché en 2025.

Ces chiffres interviennent à un moment où le secteur dit chercher à s'adapter à un environnement commercial plus incertain. L'un des changements les plus nets a été la baisse de la dépendance au marché américain. L'association a indiqué que les États-Unis représentaient 49 % des exportations de whisky irlandais en 2023, mais que cette part est tombée à 38 % en 2025. Cela représente un recul de 11 points de pourcentage en deux ans, reflétant, selon l'industrie, une volonté de répartir les risques sur un plus grand nombre de débouchés à l'export.

L'association a expliqué que cette tendance est importante, car les distillateurs cherchent à se protéger des perturbations commerciales et des fluctuations de la demande sur un seul marché. Elle a indiqué que le développement dans des pays comme l'Inde, le Japon, l'Afrique du Sud et le Nigeria nécessite davantage de personnel, davantage de promotion commerciale et une participation plus régulière aux salons professionnels internationaux, des coûts qui peuvent être difficiles à absorber pour les plus petits producteurs.

Dans sa demande budgétaire, l’association a demandé au gouvernement irlandais de renforcer le soutien public via Bord Bia, l’agence irlandaise chargée des exportations de produits alimentaires et de boissons, et d’accorder une aide directe aux exportateurs qui cherchent à développer leurs activités sur des marchés plus récents. Le groupe a indiqué que, sans ce type de soutien, les petites distilleries pourraient avoir du mal à rivaliser avec de plus grands concurrents internationaux.

La demande de baisse d’impôt devrait attirer l’attention au-delà des seuls producteurs de whisky, car l’Irlande supporte l’un des niveaux d’accise les plus élevés sur les spiritueux dans l’Union européenne. L’association a soutenu que le niveau actuel de taxation ne reflète plus les tendances de consommation ni la réalité financière à laquelle sont confrontées de nombreuses entreprises sur le marché intérieur. Elle a indiqué que la consommation d’alcool par habitant en Irlande a reculé de 35 % au cours des 25 dernières années, tandis que le niveau de taxation sur les spiritueux reste supérieur à la moyenne de l’UE.

Le groupe sectoriel a estimé que cette combinaison exerce une pression supplémentaire sur les distilleries, les bars, les restaurants et les entreprises touristiques, en particulier en dehors des grandes villes. Il a indiqué que les petits et moyens producteurs ruraux ainsi que les distilleries récemment créées sont particulièrement exposés. Selon l’association, certaines ont déjà été confrontées à des arrêts de production et à des fermetures en 2025, alors même que les ventes globales et les valeurs à l’export sont restées élevées.

La proposition budgétaire soutient que la pression ne provient pas uniquement de la fiscalité. La distillation est très gourmande en énergie, et l’association a indiqué que les producteurs se préparent à des hausses des coûts de l’énergie pouvant aller jusqu’à 20 %. Elle a également averti que les coûts du transport maritime international pourraient augmenter jusqu’à 80 %. En outre, elle a indiqué que les hausses prévues des redevances sur l’eau pour les usagers non domestiques entre 2026 et 2029 pourraient ajouter une nouvelle couche d’incertitude pour les entreprises qui tentent de planifier leurs investissements et leur production.

En raison de ces risques, l’association demande également un plan de soutien énergétique, une prise en charge intégrale par l’État des futures hausses des redevances sur l’eau via des transferts du gouvernement central à Uisce Éireann, ainsi qu’un allègement des contraintes réglementaires pour les petites et moyennes entreprises. Elle a indiqué que ces mesures contribueraient à protéger les marges à un moment où les coûts des emballages, du transport et des services publics augmentent.

Eoin Ó Catháin, directeur de l’Irish Whiskey Association, a déclaré que la vigueur récente du secteur ne devait pas être tenue pour acquise. Il a dit que le whisky irlandais représente désormais plus de 5 milliards d’euros de valeur à l’échelle mondiale, mais a averti que les investissements et l’emploi continus, en particulier hors des grands centres urbains, pourraient être menacés si le gouvernement ne réagit pas dans le budget 2027. Il a dit qu’une baisse de 10 % de l’accise, combinée à un soutien ciblé aux exportations, contribuerait à éviter une perte d’élan dans un secteur qui reste important pour l’industrie manufacturière, l’hôtellerie-restauration et le tourisme.

Cet appel intervient alors que le secteur cherche à concilier deux réalités très différentes. D’un côté, la filière fait état de ventes record en caisses, de revenus d’exportation solides et d’une diversification croissante des marchés. De l’autre, les producteurs disent que de nombreuses entreprises locales restent confrontées à un environnement d’exploitation fragile, car leurs coûts augmentent plus vite que leur capacité à répercuter ces hausses sur les consommateurs.

Le déplacement des exportations hors des États-Unis est l’un des changements les plus significatifs dans les données présentées par l’association. Si les États-Unis restent le premier marché individuel pour le whisky irlandais, leur part réduite suggère que le secteur cherche à limiter son exposition aux droits de douane, aux changements de politique et à d’autres risques commerciaux. L’association a décrit cette stratégie comme de plus en plus importante dans une période de commerce international incertain.

Les chiffres publiés cette semaine concernent principalement les résultats de 2025 et les propositions de politique actuellement présentées en amont du processus budgétaire irlandais pour 2027. L’association n’a pas fourni, dans les éléments publiés

avec la proposition, de chiffres totaux de volume ou de valeur pleinement comparables pour 2024. Sa demande fiscale reste par ailleurs une simple recommandation de l’industrie, et toute modification du droit d’accise dépendrait des décisions du gouvernement dans le budget.

Pour l’heure, le secteur du whisky irlandais s’appuie sur son récent record de ventes et sur la diversification de ses exportations pour montrer qu’il peut continuer à se développer, tout en affirmant que ces gains pourraient être compromis si les taxes et les coûts d’exploitation continuent d’augmenter en même temps.